

Sortir du nucléaire

Depuis 1990 – Journal d'information – N° 146 – mars - juin 2026

Invitation
page 8



Lisa Mazzone, présidente des Verts , ancienne conseillère nationale, conseillère aux États à la remise des 134'000 signatures de l'initiative solaire, Palais fédéral, Berne, décembre 2025.



Andrea Rezzonico, experte en sécurité au Council on Strategic Risks (Washington)

« En Suisse et en Europe, les sécheresses, la baisse du niveau des rivières et le réchauffement de la température de l'eau deviendront des facteurs critiques. Nous pourrions devoir répondre au choix suivant: utiliser l'eau pour refroidir les réacteurs nucléaires ou pour l'agriculture? »



Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire, chef du laboratoire de la Criirad (F)

« La question du stockage en sécurité pour des milliers d'années des déchets hautement radioactifs n'a toujours pas été résolue et le risque d'un accident majeur dans un réacteur est sous-estimé. »



Thierry Monnin, responsable communication de la Fondation de l'énergie (SES Suisse romande)

« Le nucléaire appartient au passé. Les politiques doivent désormais respecter la volonté populaire: accélérer la transition énergétique fondée sur les énergies renouvelables, l'efficacité et la sobriété. »



Jean Le-Guern, ingénieur chimiste (GE)

« Les accords franco-suisses sur le Rhône signés fin 2025 ont pour principal objectif de favoriser la continuité de l'exploitation des centrales nucléaires françaises quand le débit du Rhône deviendra insuffisant, c'est une collaboration inacceptable. »



Anne-Cécile Reimann, Présidente de contrAtom

« Beznau, 52 ans, a la palme de la gériatrie nucléaire. On les laisse fonctionner *tant qu'elles sont sûres*, mais Tchernobyl avant l'accident était aussi *sûre!* »



Mathilde Crevoisier Crelier, conseillère aux États (JU)

« Le vote de la commission de l'énergie du Conseil des États, favorable au contre-projet à l'initiative "Black-out" est un mauvais signal politique qui crée de l'incertitude pour le secteur des renouvelables. »

Éditorial



Nordmann au Conseil d'État!

Le lobby pronucléaire redouble d'efforts pour semer la peur et l'anxiété. À coups de discours alarmistes, il agite la menace d'une pénurie d'électricité et cherche à faire croire que la Stratégie énergétique 2050 serait vouée à l'échec. Son objectif est clair, réhabiliter le nucléaire et nous convaincre qu'aucune alternative n'existe. Cette rhétorique repose sur des scénarios biaisés. Il occulte les coûts colossaux, les dangers et les retards techniques inévitables, mais aussi les progrès fulgurants des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et des solutions de stockage.

Le 8 mars, les Vaudoises et les Vaudois auront la possibilité d'envoyer un signal clair. Appelés à élire la personne qui succédera à Rebecca Ruiz au Conseil d'État, ils peuvent choisir Roger Nordmann. Économiste, parlementaire respecté et défenseur déterminé de la transition énergétique sans nucléaire, il démontre depuis des années – chiffres à l'appui – que la Stratégie 2050 est réaliste et permet l'indépendance énergétique du pays.

Antinucléaire convaincu, partisan de l'efficacité énergétique et des technologies propres, il incarne une politique lucide et tournée vers l'avenir. Pour celles et ceux qui refusent le retour à une énergie du passé et croient à une Suisse durable, le choix est limpide: voter Nordmann, c'est inscrire l'avenir énergétique vaudois dans le camp des solutions, pas des illusions.

François Pointet, Dr ès sciences
membre du comité, Jongny (VD)

Hissons nos valeurs!



Commandez un drapeau (prix libre) maintenant: info@sortirdunucleaire.

Le Parlement va se prononcer sur le contre-projet à l'initiative « Stop Black-out » soutenue par l'UDC.

L'Alliance *Sortons du nucléaire* lance un appel aux élus.

Commandez un drapeau (70x40cm) à prix libre maintenant: info@sortirdunucleaire

Malgré les sondages commandés par le lobby nucléaire, une large majorité des entités ayant participé à la consultation fédérale sur le retour du nucléaire (acteurs majeurs du secteur énergétique, cantons, villes, associations, défense des consommateurs et milieux économiques progressistes) rejettent le contre-projet à l'initiative « Black-out ». Ils appellent le Conseil fédéral à maintenir le cap décidé en votation vers les renouvelables, la sécurité et l'indépendance, au lieu d'écouter les promesses d'un lobby nucléaire et l'idéologie venue d'outre-Atlantique.

Les promoteurs de centrales dites « alternatives » promettent une percée technologique depuis des décennies. **Ils nous annoncent des résultats pour 2040. C'est trop tard!** En 2024, la Loi sur l'électricité a été approuvée par 68,7% des votants, Elle répond aux besoins d'approvisionnement hivernal en misant sur l'hydroélectricité, le photovoltaïque et le réhaussement des barrages.

Le Parlement doit refuser d'entrer en matière sur le contre-projet et rejeter clairement l'initiative des nostalgiques du nucléaire. Il doit au contraire accélérer la transition énergétique

« La Suisse a besoin aujourd'hui d'un leadership énergétique clair, pas de débats symboliques autour de technologies nucléaires dépassées. Le Parlement doit choisir la voie de la sécurité d'approvisionnement et de la protection du climat grâce aux renouvelables » a déclaré Florian Kasser, président de l'Alliance *Sortons du nucléaire*.

Philippe de Rougemont, Secrétaire générale Genève

Le “nouveau” nucléaire coule EDF

La relance du nucléaire patine en France. Pas à cause des chutes de neige, mais parce que les projets de construction de nouvelles centrales avancent désormais sur la pente glissante des surcoûts et des malfaçons.

Après les fanfaronnades sur la technologie française, la réalité des chiffres montre un autre visage. En 2022, EDF projetait de bâtir six nouveaux réacteurs nucléaires de grande puissance. Désigné sous le nom poétique de «EPR2», le montant de leur construction était estimé à 51,7 milliards d'euros. Alors que les chantiers n'ont pas encore débuté, une nouvelle estimation officielle fait grimper la facture à 72,8 milliards d'euros, soit 40% d'augmentation. Sans que cela fasse recommencer la procédure d'acceptation du projet.

Surcoûts et travaux à rallonges

Une délégation interministérielle va auditer le projet ce trimestre. Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes, vient encore rajouter deux couches: tenir compte de la valeur actuelle de l'euro (par rapport à 2022) et ajouter les intérêts intercalaires. Il estime ainsi que la facture totale dépassera les 100 milliards d'euros. C'est une bien mauvaise nouvelle pour EDF et les partisans de la relance nucléaire. Premièrement, le groupe EDF est déjà endetté, à hauteur de 54 milliards d'euros fin 2024. L'État français est actionnaire unique, et embourbé dans des déficits budgétaires chroniques. Donc pas de bouée de sauvetage. Ensuite, le fiasco de l'EPR de Flamanville. Son surcoût est dans toutes les mémoires. Selon la Cour des comptes, il a dépassé de sept fois son coût estimé en 2006, et présente une facture totale de 23,7 milliards d'euros. Connecté au réseau électrique en décembre 2024, le nouveau réacteur EPR va être fermé 350 jours pour l'opération délicate de remplacement du couvercle de la cuve du réacteur, qui présente une anomalie.

Mécanisme de financement opaque

Pas de quoi refroidir l'enthousiasme du directeur «projets et construction» d'EDF, Thierry Le Mouroux qui déclarait «le degré de maturité (...) est bien supérieur» à celui qui existait au moment du lancement du chantier de Flamanville. Encore cette suffisance sur la prétendue supériorité technologique et nationale. Cette légèreté de ton peut surprendre. D'une part, parce qu'en plus de ce projet de six nouveaux réacteurs, EDF doit aussi financer



Illustration: Miss Lilou

l'entretien des unités existantes, prolongées malgré leur grand âge. D'autre part, le mécanisme de financement des nouveaux réacteurs est opaque. Il est prévu un prêt de l'État français à un taux bonifié pouvant atteindre 60% des coûts de construction. Ce montage financier ressemble davantage à un château de cartes qu'à une pyramide égyptienne.

Exemple à ne pas suivre

Cet optimisme apparaît aussi dans le calendrier de mise en production des nouveaux équipements. Initialement annoncé pour 2035, le premier EPR2 serait mis en service en 2038. Les suivants entreraient en activité à une cadence de 12 à 18 mois. Mais tout le monde se souvient des 12 ans de retard de mise en route de Flamanville auxquels s'ajoute un an de travaux à peine un mois après sa mise en service. Dans leur ensemble, les médias romands relaient naïvement l'enthousiasme du PDG Bernard Fontana sur «l'engagement d'EDF et de ses partenaires industriels à maîtriser les délais et les coûts».

Chez nous si le oui qui l'emporte pour autoriser à nouveau une construction nucléaire, ce sera la même équipe qui tentera de réussir une construction, qui échoue pourtant en France. Non merci!

José Sanchez

Membre du comité, la Chaux-de-Fonds

Le montage financier ressemble à un château de cartes

Le nucléaire: Une énergie vraiment sans danger?

Flamanville, terre d'avenir du nucléaire français¹ a vécu un début d'année plutôt agité. La tempête Goretti est passée par là, provoquant sur son passage des rafales dépassant 210 km/h, obligeant EDF à mettre à l'arrêt deux réacteurs sur trois. Dont le nouvel EPR raccordé au réseau électrique fin 2024 et « victime » d'une cinquantaine de problèmes dans l'année qui a suivi. Un réacteur était déjà à l'arrêt².

Raison de plus pour nous interroger toujours et encore sur une énergie qui ne nous rassure guère. Mais qui semble (re)séduire nos élus fédéraux.

Ingénieur en génie énergétique et nucléaire, Bruno Chareyron est entré à la CRIIRAD³ en 1993. Actuellement conseiller scientifique de la Commission, auteur de nombreux rapports spécifiques et de contributions sur le nucléaire, il met à notre disposition un ouvrage⁴ agréablement construit en une quinzaine de chapitres.

Des mines d'uranium du Niger aux usines du Tricastin, du site de Golfech⁵ aux piscines de La Hague, on sillonne la carte avec l'auteur, souvent accompagné. On s'arrête dans les villages et entrons dans les cuisines. Il ne faut pas trop s'approcher ni trop respirer. On découvre les boues de Bessines et les eaux de Limoges, les patates au plutonium, les pommes de Saint-Alban et... les boutons d'ascenseurs radioactifs. L'auteur n'oublie pas Tchernobyl ni Fukushima.

Force est de constater que les observations sont récurrentes: pollutions de l'air, du sol, de l'eau. Les sources alimentaires sont irradiées, les constructions contaminées. Et encore ces sempiternels déchets dont on ne sait que faire: qui débordent, qui s'empilent, qui partent et qui reviennent.

À chaque rencontre sur le terrain transparait l'empathie d'un homme qui désire informer, aider avec les ressources dont il dispose. Faire face. Mais le combat est inégal. Les populations victimes sont loin du profil de ceux qui se cachent derrière le secret de l'accumulation des risques,



Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire, auteur de "Le nucléaire: une énergie vraiment sans danger?"

la dissimulation des faits, la désinformation, la négation des évidences, le mythe d'un soi-disant progrès libérateur – celui du nucléaire – qu'en permanence les événements viennent contredire.

L'ouvrage se termine par une explication des différents termes scientifiques ainsi qu'une longue bibliographie.

Christiane Yvelin
Membre du comité, Genève

- 1 Nathalie JOURDAN, Nucléaire civil: la Normandie se prépare à un appel d'air sans précédent, in La Tribune, 22 décembre 2025 (www.latribune.fr > Energie et Industrie).
- 2 Matias PEREA, Centrale de Flamanville: voici comment la tempête Goretti a mis K.O. les 3 réacteurs (jusqu'en février), in Selectra, 16 janvier 2026.
- 3 Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité.
- 4 Le nucléaire: une énergie vraiment sans danger ? Bruno CHAREYRON, Dunod Éditeur, Malakoff, 2025.
- 5 Un des deux réacteurs est actuellement hors service dû, entre autres, à un retard de 3 mois sur un lourd projet de rénovation; voir Guillaume Guichard, Nucléaire: à la centrale de Golfech, un lent démarrage longtemps retardé par un conflit social, Les Échos, 5 janvier 2026.

Perspectives de l'énergie nucléaire en Suisse

Alors que le Parlement discute l'initiative populaire «stop au blackout» et le contre-projet du Conseil fédéral, proposant d'autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires, il est important d'examiner le rapport de synthèse¹ publié par la Commission élargie de l'énergie des Académies suisses des sciences en 2025.

Selon les auteurs « ce rapport fournit aux décideurs politiques et industriels ainsi qu'au grand public des informations fondées pour un débat aussi rationnel que possible. Il présente une vue d'ensemble actuelle de l'état de la technologie et de l'industrie nucléaire ainsi que ses perspectives dans un futur système énergétique comportant une part importante d'énergies renouvelables ». Il « esquisse par ailleurs un calendrier potentiel autour de sept décisions majeures à prendre dans la perspective d'une nouvelle centrale nucléaire ». Le document traite de la situation actuelle du nucléaire en Suisse et dans le monde, notamment de l'évolution de la technologie, de la sécurité et des risques, de la durée de construction, des déchets radioactifs, de l'impact environnemental, des coûts et de l'intégration dans le système énergétique suisse. *Sortir du nucléaire (SdN)* relève quelques points du rapport, ignorés ou sous-estimés aussi bien d'une majorité des élu-es que de la population, vous lirez nos commentaires en italique.

Évolution de la technologie et durée de construction. Académie des sciences (AdS): Les centrales nucléaires construites ou projetées actuellement appartiennent à la génération III et III+. Elles réduisent marginalement les risques, mais leur durée de construction est plus longue, par rapport à nos centrales de génération I (Beznau 1 et 2) et II (Gösgen et Leibstadt). Vu la législation suisse, il est peu probable qu'une nouvelle centrale puisse entrer en service avant 2050. «Les réacteurs de quatrième génération (gén. IV), y compris les petits et moyens réacteurs modulaires (SMR) de génération IV, en sont encore à un stade de développement précoce, marqué par de nombreuses incertitudes et une expérience limitée».

Sécurité

AdS: Un accident majeur dans une nouvelle centrale III/III+ est peu vraisemblable — probabilité de 10 à 100 fois moins élevée qu'avec les centrales actuelles — mais causerait de très grands dommages.

Sortir du nucléaire (SdN): ces probabilités hypothétiques sont avancées par les constructeurs, mais dans les faits 1% des centrales a déjà subi un accident majeur² alors que la norme AIEA stipulait que l'accident ne devait pas dépasser un accident par million d'années! Seriez-vous prêt à partir en vacances en avion sachant qu'un crash a 1% de probabilités de survenir?

Part du nucléaire

AdS: La part de l'énergie nucléaire dans la production mondiale d'électricité est passée de près de 18% au milieu des années 1990 à 9% en 2024.

Chaque année le nucléaire doit faire le plein d'uranium, issu de grandes mines polluantes

SdN: L'électricité représente environ un cinquième de la consommation totale d'énergie dans le monde et un quart en Suisse. Et l'électricité d'origine nucléaire représente environ 2%³ de l'énergie commercialisée dans le monde et environ 5%⁴ en Suisse (les parts de l'électricité produite

ne correspondent pas aux parts de l'électricité consommée), une part faible et décroissante.

Construction de nouvelles centrales

AdS: Sur les 52 réacteurs en construction ou déjà construits dans le monde depuis 2017, 25 l'étaient en Chine et 23 en Russie. Pour notre pays, seuls entreraient en compte les fabricants occidentaux, à savoir EDF, Westinghouse, KEPCO et GE-Hitachi, tous confrontés à la fois à de graves problèmes financiers, une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et à des chaînes d'approvisionnement fragmentées. État des lieux: EDF (FR): Deux unités EPR en service, deux en construction (durée de construction: 14 à 17 ans); deux unités en Chine en 9 ans. EDF est en difficulté financière (voir p.4), sous la pression de la Cour des comptes française pour le dépassement de la durée de construction et pour les surcoûts importants en Europe. Westinghouse (États-Unis): Deux unités en service, durée de construction: dix ans. Mise en faillite en 2017 puis rachetée; dépassements de la durée de construction et coûts importants. KEPCO

(Corée, accord avec Westinghouse, seulement en Asie): Six unités en service, deux en construction (durée de construction: 8 à 10 ans). Kepco a, dans une large mesure, respecté la durée de construction et les coûts en Asie. Pas d'expérience en Europe ni d'info quant à une éventuelle offre à la Suisse. *GE-Hitachi (Japon)*: Les quatre unités, construites avant 2007, d'une durée de 4 ans, sont toutes hors service. Difficultés techniques en exploitation. Depuis 2012, n'est plus actif dans la construction.

Impact sur l'environnement

AdS: Les centrales nucléaires comptent parmi les sources d'énergie pauvres en CO₂ et leur impact sur l'environnement est faible, à l'exception de rayonnements ionisants en cas d'accidents.

SdN: Comme le nucléaire, les renouvelables aussi ont des émissions minimales de CO₂, d'une à trois dizaines de gr/kWh, comparé à 1000 gr/kWh pour le charbon.

Dépendance de l'étranger pour de nouvelles centrales

AdS: Technologie, matière première et experts, tous sont étrangers. Les réacteurs et leurs ingénieurs sont basés en France, aux USA, en Corée du Sud et au Japon. L'uranium vient de Russie, du Canada...Un accord préalable avec l'UE sera nécessaire pour vendre l'excédent de la production estivale.

SdN: Le nucléaire doit faire le plein d'uranium chaque année issu de grandes mines polluantes alors que les renouvelables se contentent du vent et du soleil. La Suisse cofinance la guerre de Poutine contre l'Ukraine en important la moitié de ses besoins en uranium enrichi de Russie.

Nécessité de financement étatique

AdS: La construction d'une nouvelle centrale nucléaire implique des coûts d'investissement élevés. La rentabilité du nucléaire sur un marché de l'électricité libéralisé et dominé à l'avenir par des énergies renouvelables n'est pas garantie, surtout en été.

SdN: Dans le monde entier, toutes les nouvelles centrales nucléaires sont financées par l'État; une nouvelle construction en Suisse nécessitera un soutien étatique substantiel. Notre énergie nucléaire est d'ailleurs doublement subventionnée, car la responsabilité des exploitants des centrales nucléaires en cas d'accident majeur est limitée⁵.

Conclusion de Sortir du nucléaire

Après avoir pris connaissance des « informations fondées pour un débat aussi rationnel que possible » de la Commission élargie de l'énergie des Académies suisses des sciences, comment justifier la construction de nou-

velles centrales nucléaires en Suisse et remettre en cause la Stratégie énergétique 2050? Ratifiée en 2017 en votation populaire, cette dernière prévoit l'interdiction de construction de nouvelles centrales nucléaires, la fermeture graduelle des centrales existantes ainsi que des mesures pour réduire la consommation d'électricité, augmenter l'efficacité énergétique et promouvoir les énergies renouvelables.

Claire PETER, Christian van SINGER

Membres du comité, Lausanne et La Croix / Lutry

- 1 Synthèse: www.tinyurl.com/3hzdar2h
Rapport complet: www.tinyurl.com/yc2antcc
- 2 Fukushima (Japon, 2011), Tchernobyl (Ukraine, 1986), Three Mile Island (USA, 1979), Lucens (Suisse, 1969), Maïak (URSS actuelle Russie, 1957)
- 3 2% ~0.09×0.2, où ~9% part du nucléaire et ~20% part de l'électricité
- 4 5%~0.20×0.25, où ~20% part du nucléaire et ~25% part de l'électricité
- 5 L'État couvre les risques qu'aucune assurance privée n'accepte (voir notre journal n°145)



Rapport publié par la Commission élargie de l'énergie des Académies suisses des sciences en 2025

Invitation AG 2026 et conférence annuelle

Mardi 12 mai
Pôle Sud – Lausanne

Av. Jean-Jacques Mercier n° 3
2e étage. Métro arrêt Flon

18 h 30 – 19 h 45: Assemblée générale statutaire

Ordre du jour: 1. Rapport d'activités 2025 2. Comptes 2025
3. Budget 2026 4. Élections du comité et de la présidence

20h Conférence de Lisa MAZZONE

Entrée libre, chapeau à la sortie

Buffet régional

Vous êtes cordialement invité-es à la conférence annuelle de Sortir du nucléaire, précédée par l'assemblée générale 2026. Cette année, avec Lisa Mazzone (photo), présidente des Verts suisses, ancienne conseillère nationale, conseillère aux États et vice-présidente de la commission fédérale de l'énergie.

www.tinyurl.com/AG26-lisamazzone



JAB
CH-1228 Plan-les-Ouates
P.P. / Journal

LAPOSTE

Sortir du nucléaire - ch. du Vieux Puits 26
1228 Plan-les-Ouates

Sortir du nucléaire

Association Sortir du nucléaire
info@sortirdunucleaire.ch
Téléphones (heures de bureau)
Administratif: 076 239 29 26
Politique: 076 693 62 93

Le comité
Ilias Panchard, président;
Christian van Singer, porte-
parole; Francine Duparc,
trésorière; Claire Peter;
François Pointet; José Sanchez;
Christiane Yvelin

Le secrétariat
Philippe de Rougemont,
secrétaire général.
Aurore Tillière,
secrétaire administrative.

Impressum
Éditeur et rédaction, Sortir du
Nucléaire, chemin du Vieux
Puits 26 1228 Plan-les-Ouates

À propos de ce journal
Mise en page: Philippe de
Rougemont, Thomas Rüesch,
Genève.
Relecture: Sophie Laissue,
La Chaux de Fonds.
Fichier: Aurore Tillière,
Plan-les-Ouates.
Appui: Ecodev, Neuchâtel.
Imprimerie et mise sous pli:
EDIPRIM, Bienne.

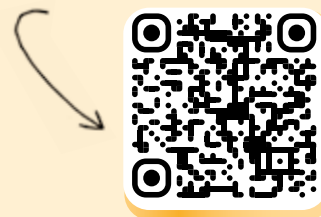
Rédaction
Philippe de Rougemont
(coordination); Claire Peter;
François Pointet; José Sanchez;
Christian van Singer; Christiane
Yvelin.

Tirage
1'200 ex. Imprimé avec du
courant 100% renouvelable.
Papier 100% recyclé, Lettura72
Périodicité: 4 x par an.

Merci pour vos dons, quel que
soit le montant.
CCP: 10-19179-8
IBAN:
CH02 0900 0000 1001 9179 8

Je 
soutiens

Faire un don sur
notre site web



sortirdunucleaire.ch/don

Attestation de
don annexée